

Convention collective

**IDCC : 9222. – EXPLOITATIONS D'HORTICULTURE,
DE PÉPINIÈRES ET DE MARAÎCHAGE
(Côtes-d'Armor)
(15 décembre 1983)**

(Etendue par arrêté du 30 mars 1984,
Journal officiel du 12 avril 1984)

AVENANT N° 69 DU 16 SEPTEMBRE 2011

NOR : AGRS1297067M
IDCC : 9222

Entre :

L'union nationale des intérêts professionnels horticoles, section des Côtes-d'Armor ;
Le syndicat central des horticulteurs, pépiniéristes et bulbiculteurs des Côtes-d'Armor ;
La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles,

D'une part, et

Le syndicat départemental de l'agriculture CFDT ;
L'union départementale des syndicats CGT-FO ;
L'union départementale CFE-CGC ;
La FSCOPA CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Dans l'article 1^{er} de la convention collective intitulé « Champ d'application », les groupes de mots : « Les exploitations » placés devant les mots : « d'horticulture », « de pépinières » et « de maraîchage » sont supprimés.

Dans ce même article 1^{er}, après le groupe de mots : « La présente convention détermine les rapports entre les employeurs et les salariés dans » est placé le groupe de mots : « les exploitations des Côtes-d'Armor ».

Article 2

A l'alinéa 3 de l'article 2 intitulé « Durée. – Révision. – Dénonciation », le groupe de mots : « au service de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles » est remplacé par : « à la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) ».

A l'alinéa 4 de ce même article 2, le groupe de mots : « au service de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles » est remplacé par : « à la DIRECCTE ».

A l'alinéa 5 de ce même article 2, après le groupe de mots : « Tout syndicat professionnel » est inséré le groupe de mots : « reconnu représentatif pour la branche ».

Article 3

A l'alinéa 1 de l'article 3 intitulé « Commissions d'interprétation et de conciliation », le groupe de mots : « l'article L. 132-17 » est remplacé par : « l'article L. 2232-4 ».

A l'alinéa 6 de ce même article 3, le groupe de mots : « du service de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles » est remplacé par : « de la DIRECCTE ».

A l'alinéa 8 de ce même article 3, le groupe de mots : « du service de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles » est remplacé par : « de la DIRECCTE ».

Article 4

A l'alinéa 1 de l'article 4 intitulé « Liberté syndicale et d'opinion », le groupe de mots : « IV du code du travail » est remplacé par : « I^{er} de la 2^e partie du code du travail ».

A l'alinéa 2 de ce même article 4, le groupe de mots : « le fait d'appartenir ou non » est remplacé par : « l'appartenance ou non d'un salarié ».

Article 5

L'alinéa 1 de l'article 5 intitulé « Délégués du personnel » est remplacé par : « Conformément aux dispositions du code du travail, les délégués du personnel sont désignés par voie d'élection, pour une durée de 4 ans, dans chaque exploitation comprenant 11 salariés et plus ».

A l'alinéa 2 de ce même article 5, le groupe de mots : « l'article R. 420-1 » est remplacé par : « les articles R. 2314-1 et suivants ».

A l'alinéa 3 de ce même article 5, le groupe de mots : « l'article L. 420-3 » est remplacé par : « les articles L. 2313-1 et suivants ».

Article 6

A l'alinéa 1 de l'article 6 intitulé « Comité d'entreprise », le groupe de mots : « des articles L. 431-1 » est remplacé par : « des articles L. 2322-1 ».

A l'alinéa 2 de ce même article 6, le groupe de mots : « l'article L. 432-8 du » est remplacé par : « le ».

Article 7

A l'alinéa 5 de l'article 7 intitulé « Participation aux commissions », le groupe de mots : « le service de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles » est remplacé par : « la DIRECCTE ».

Article 8

A l'alinéa 1 de l'article 8 intitulé « Période d'essai », le groupe de mots : « Sauf stipulation écrite contraire, tout » est remplacé par : « Tout ».

Dans ce même article 8, un nouvel alinéa 2 est créé qui dispose :

« La période d'essai est expressément stipulée dans la lettre d'engagement ou le contrat de travail. »

Dans ce même article 8, le groupe de mots : « Durant cette période, chacune des parties a la faculté de mettre fin à l'essai, sous réserve d'un préavis de :

- 5 jours ouvrés pendant le premier mois ;
- 2 semaines au-delà »

est remplacé par :

« Lorsqu'il est mis fin à la période d'essai par l'employeur, le salarié est prévenu dans un délai qui ne peut être inférieur à :

- 24 heures en deçà de 8 jours de présence ;
- 48 heures entre 8 jours et 1 mois de présence ;
- 2 semaines entre 1 mois et 3 mois de présence ;
- 1 mois après 3 mois de présence.

La période d'essai ne peut être prolongée du fait de la durée du délai de prévenance.

Lorsqu'il est mis fin à la période d'essai par le salarié, celui-ci respecte un délai de prévenance de 48 heures. Ce délai est ramené à 24 heures si la durée de présence du salarié dans l'entreprise est inférieure à 8 jours. »

Article 9

Le titre de l'article 10 intitulé « Suspension du contrat de travail » est remplacé par le nouveau titre suivant : « Garantie d'emploi en cas de maladie et d'accident ».

A l'alinéa 3 de ce même article 10, le groupe de mots : « de ce fait » est supprimé.

A l'alinéa 3 de ce même article 10, le groupe de mots : « et de respecter le délai de préavis fixé à l'article 28 ci-après » est supprimé.

A l'alinéa 4 de ce même article 10, le groupe de mots : « COTOREP » est remplacé par : « Maison départementale des personnes handicapées ».

Article 10

A l'alinéa 1 de l'article 13 intitulé « Salaires et avantages en nature », le mot : « fixé » est remplacé par : « mentionné ».

Avant le 2 intitulé « Evaluation de l'avantage logement » de ce même article 13 est ajouté le groupe de mots suivant : « Le loyer aura été préalablement fixé à l'embauche et convenu par écrit. Il continuera à être dû par le salarié en cas de suspension du contrat de travail. »

Article 11

Les dispositions de l'article 15 intitulé « Rémunération des stagiaires » sont abrogées.

A l'alinéa 1 de l'article 16 intitulé « Rémunération des apprentis », le groupe de mots : « La rémunération » est remplacé par : « Conformément au livre deuxième de la sixième partie du code du travail, la rémunération ».

A l'antépénultième alinéa de ce même article 16, le groupe de mots : « l'article R. 117-7-2 » est remplacé par : « l'article R. 6222-16 3° ».

Ce même article 16 devient le nouvel article 15.

Article 12

Les dispositions de l'article 17 intitulé « Rémunération des travailleurs handicapés » sont abrogées.

Article 13

A l'alinéa 1 de l'article 18, intitulé « Paiement des salaires », il est ajouté une seconde phrase :

« Pour tenir compte des aléas du calendrier, dans la limite de 3 fois par an, la paie pourra intervenir au plus tard le 8 du mois.

L'alinéa 3 de ce même article 18 est supprimé.

Ce même article 18 devient le nouvel article 16.

Article 14

Les dispositions de l'article 19 intitulé « Permanence de l'emploi » sont abrogées.

Article 15

A l'alinéa 2 de l'article 20 intitulé « Durée du travail », le groupe de mots : « à 30,00 F. » est remplacé par : « à 4,57 € ».

Le *b* de ce même article 20 est supprimé et remplacé par :

« Conformément à l'article 7.3 de l'accord national du 23 décembre 1981 modifié, chacune des 4 premières heures supplémentaires effectuées au-delà de 35 heures donne lieu à une bonification de 25 %. Après consultation des salariés concernés, cette bonification est attribuée :

- soit par le versement d'une majoration de salaire égale à 25 % ;
- soit sous la forme d'un repos payé de 1/4 d'heure par heure supplémentaire.

Chacune des 4 heures supplémentaires effectuées au-delà de la quatrième donne lieu à une majoration de salaire de 25 %, et les heures suivantes à une majoration de 50 %. »

Au *f* de ce même article 20, le groupe de mots : « de 1 heure » est remplacé par : « majoré de ».

Le paragraphe *g* de ce même article 20 devient le nouveau paragraphe *h* de ce même article 20.

Le paragraphe *f* de ce même article 20 devient le nouveau paragraphe *g* de ce même article 20.

Au *e* de ce même article 20, les groupes de mots : « du service de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles » sont remplacés par : « de l'inspection du travail ».

Le paragraphe *e* de ce même article 20 devient le nouveau paragraphe *f* de ce même article 20.

Le paragraphe *d* de ce même article 20 devient le nouveau paragraphe *e* de ce même article 20.

Au *c* de ce même article 20, le groupe de mots : « du service de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles » est remplacé par : « de l'inspection du travail ».

Au *c* de ce même article 20, avant le groupe de mots : « maximale instituée par l'accord national précité » est inséré le mot : « annuelle ».

Le paragraphe *c* de ce même article 20 devient le nouveau paragraphe *d* de ce même article 20.

Dans ce même article 20, un nouveau paragraphe *c* est créé qui dispose :

« Conformément à l'article 10.2 de l'accord national du 23 décembre 1981 modifié, après consultation de chacun des salariés concernés, le paiement des heures supplémentaires peut être remplacé par un repos payé de 1 h 15 min pour chacune des 8 premières heures supplémentaires, et de 1 h 30 min pour chacune des heures supplémentaires suivantes. »

Ce même article 20 devient le nouvel article 17.

Article 16

Les dispositions des paragraphes *a*, *b*, *c* et *d* de l'article 21 intitulé « Aménagements et assouplissements de l'horaire de travail (application de l'accord national du 23 décembre 1981) » sont abrogées.

Au *g* de ce même article 21, le groupe de mots : « du service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles » est remplacé par : « de l'inspection du travail ».

Le paragraphe *g* de ce même article 21 devient le nouveau paragraphe *c* de ce même article 21.

Au *f* de ce même article 21, le groupe de mots : « au cours de la période annuelle fixée au paragraphe *a* » est supprimé.

Le paragraphe *f* de ce même article 21 devient le nouveau paragraphe *b* de ce même article 21.

Le paragraphe *e* de ce même article 21 devient le nouveau paragraphe *a* de ce même article 21.

Avant le paragraphe *a* de ce même article 21 est inséré l'alinéa suivant :

« Conformément aux dispositions des articles L. 3122-1 et suivants du code du travail, la durée du travail peut être modulée selon les modalités définies par les articles 10.1, 10.2 et 10.3 de l'accord national du 23 décembre 1981 modifié, et par l'article 5 de l'accord du 18 juillet 2002 sur les saisonniers, sur diverses dispositions sur les contrats à durée déterminée. »

Ce même article 21 devient le nouvel article 18.

Article 17

A l'alinéa 1 de l'article 21 *bis* intitulé « Temps partiel (heures complémentaires et indemnisation en cas de fractionnement) », le groupe de mots : « l'article L. 212-4-3 » est remplacé par : « l'article L. 3123-1 ».

Ce même article 21 *bis* devient le nouvel article 19.

Article 18

L'article 21 *ter* intitulé « Périodes d'astreinte » devient le nouvel article 20.

Article 19

A l'alinéa 2 de l'article 22 intitulé « Travail des jeunes », le groupe de mots : « le chef du service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles » est remplacé par : « l'inspection du travail ».

A l'alinéa 4 de ce même article 22, le groupe de mots : « au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles » est remplacé par : « à l'inspection du travail ».

L'article 22 intitulé « Travail des jeunes » devient le nouvel article 21.

Article 20

Les dispositions du paragraphe 6 de l'article 23 intitulé « Repos hebdomadaire et jours fériés », sont remplacées par :

« Conformément aux articles L. 3133-7 et suivants du code du travail, la journée de solidarité peut être fixée soit par accord collectif ou à défaut par décision unilatérale de l'employeur après consultation, le cas échéant, des représentants du personnel.

La journée de solidarité peut être fixée sur un jour précédemment chômé, autre que le 1^{er} Mai, ou peut être fractionnée sur l'année.

Dans le cas de la fixation de la journée de solidarité sur un jour férié, ne sont pas applicables les dispositions légales ou conventionnelles prévoyant le chômage de ce jour et visant des contreparties financières. »

Au paragraphe 5 de ce même article 23, le groupe de mots : « à l'annexe IV » est remplacé par : « A l'annexe II et par les articles L. 3133-1 et suivants du code du travail ».

Au paragraphe 5 de ce même article 23, le groupe de phrases : « Les heures de travail perdues à la suite d'un "pont", journée comprise entre 2 jours chômés dans l'entreprise, pourront être récupérées en tout ou partie, par anticipation après consultation des représentants du personnel lorsqu'ils existent et information du service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles.

Ces heures de récupération n'ouvrent pas droit aux majorations pour heures supplémentaires prévues par l'article 20 », est supprimé.

Au paragraphe 4 de ce même article 23, le groupe de mots : « aux articles L. 222-5 à L. 222-8 et R. 222-1 » est remplacé par : « aux articles L. 3133-4 et suivants ».

Au paragraphe 1 de ce même article 23, le paragraphe : « L'employeur qui désire suspendre le repos hebdomadaire en application du septième alinéa de l'article 997 du code rural doit en aviser immédiatement le chef du service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles avant le commencement du travail » est remplacé par :

« Conformément à l'article L. 714-1 (V) du code rural et de la pêche maritime, l'employeur peut suspendre le repos hebdomadaire en cas de circonstances exceptionnelles, notamment de travaux dont l'exécution ne peut être différée. Les salariés bénéficieront, au moment choisi, d'un commun accord avec l'employeur, d'un repos d'une durée égale au repos supprimé. »

Ce même article 23 devient le nouvel article 22.

Article 21

Les dispositions de l'article 24 *bis* intitulé « Garantie de salaire. – Maladie, accident » sont abrogées.

Un nouvel article 23, intitulé « Garantie de salaire. – Maladie, accident », est créé qui dispose : « voir accord régional du 8 juillet 2009, étendu par arrêté du 4 novembre 2009, *Journal officiel* du 11 novembre 2009, précisé en annexe IV pour information ».

Article 22

Les dispositions de l'article 24 intitulé « Absence » sont abrogées.

L'article 25 intitulé « Congés payés » devient le nouvel article 24.

Article 23

L'article 26 intitulé « Congés pour événements personnels » devient le nouvel article 25.

Article 24

L'article 27 intitulé « Résiliation d'un commun accord » devient le nouvel article 26.

Article 25

Un nouvel article 27, intitulé « Rupture conventionnelle homologuée », est créé qui dispose :

« L'employeur et le salarié peuvent décider en commun de la rupture du contrat de travail dans le cadre prévu par les articles L. 1237-11 et suivants du code du travail relatif à la rupture conventionnelle.

Elle est exclusive du licenciement ou de la démission, ne peut être imposée par l'une ou l'autre des parties. Elle résulte d'une convention signée par les parties au contrat.

Conformément à l'article L. 1237-14 du code du travail, la validité de la convention est subordonnée à son homologation par la DIRECCTE. »

Article 26

Au dernier alinéa de l'article 28 intitulé « Cessation d'un contrat à durée déterminée », le groupe de mots : « des articles L. 122-2 et L. 122-3, 2^e » est remplacé par : « de l'article L. 1243-10 ».

Article 27

Au 3.1 intitulé « Préavis » du 3 intitulé « Licenciement » de l'article 29 intitulé « Cessation d'un contrat à durée indéterminée (démission, licenciement, départ à la retraite) », le groupe de mots : « de l'article L. 323-7 » est remplacé par : « de l'article L. 5213-9 ».

Article 28

Au *b* de l'article 30 et après le groupe de mots : « ainsi que les périodes pendant lesquelles ces emplois ont été tenus », est ajouté le groupe de mots : « , le solde du nombre d'heures acquises au

titre du droit individuel à la formation et non utilisées, la somme correspondant à ce solde, l'organisme collecteur paritaire compétent pour verser cette somme en cas de chômage : le FAFSEA dans notre secteur ».

Article 29

A l'alinéa 2 de l'article 31 intitulé « Formation professionnelle », le groupe de mots : « les articles L. 950-1 et suivants du code du travail » est remplacé par : « les articles L. 6331-1 et suivants du code du travail ».

A l'alinéa 3 de ce même article 31, le groupe de mots : « En outre, une » est remplacé par : « Une ».

La phrase « Toutefois, le principe d'une adhésion provisoire d'une durée de 2 ans est retenu, un bilan devant être établi au terme de ce délai avant que ne soit envisagé une éventuelle adhésion définitive » figurant dans ce même article 31 est supprimée.

Article 30

Les dispositions de l'article 32 intitulé « Hygiène et sécurité des travailleurs » sont abrogées.

Article 31

Un nouvel article 32 intitulé « Droit individuel à la formation » est créé qui stipule :

« Conformément à l'article L. 6323-7 du code du travail, l'employeur informe chaque salarié par écrit annuellement du total des droits acquis au titre du droit individuel à la formation. »

Article 32

L'article 33 intitulé « Médecine du travail » devient le nouvel article 35.

Article 33

L'alinéa 3 de l'article 31 devient le nouvel article 33, intitulé « Association emploi formation ».

Article 34

L'article 34 intitulé « Application de la convention collective » devient le nouvel article 37.

Article 35

Un nouvel article 34, intitulé « Hygiène et sécurité des travailleurs », est créé qui stipule :

« Les exploitations et établissements visés par la présente convention doivent présenter les conditions d'hygiène et de salubrité nécessaires à la santé du personnel.

Lorsque la nature des travaux l'exige, des équipements de protection individuelle sont fournis aux salariés par l'employeur.

Toutes mesures doivent être prises pour assurer la sécurité du personnel dans les conditions prévues aux articles L. 4111-1 et suivants et R. 4321-1 du code du travail.

L'employeur est tenu en vertu de l'obligation générale de sécurité qui lui incombe d'évaluer les risques éventuels et de prendre toutes les mesures de prévention nécessaires et adaptées pour assurer la sécurité et protéger la santé des salariés de son entreprise.

A cette fin, il doit tenir et mettre à jour un document unique d'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs. Cette évaluation comporte un inventaire des risques identifiés dans chaque unité de travail de l'entreprise. »

Article 36

Un nouvel article 36, intitulé « Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail », est créé qui stipule :

« a) Un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail est constitué conformément aux articles L. 4611-1 et suivants du code du travail dans les établissements occupant 50 salariés et plus ;

b) Une commission paritaire d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail est constituée conformément aux accords nationaux du 16 janvier 2001 et du 23 décembre 2008 et aux dispositions du code rural et de la pêche maritime. »

Article 37

Sont insérés dans le corps de la convention, les chapitres suivants :

« Chapitre I^{er}. – Dispositions préliminaires », placé avant l'article 1^{er} ;

« Chapitre II. – Droit syndical, représentation des salariés », placé avant l'article 4 ;

« Chapitre III. – Dispositions relatives à l'embauche et à l'emploi », placé avant l'article 8 ;

« Chapitre IV. – Dispositions relatives à la rémunération », placé avant l'article 12 ;

« Chapitre V. – Dispositions relatives à la durée du travail et aux repos », placé avant l'article 17 ;

« Chapitre VI. – Dispositions relatives aux congés », placé avant l'article 24 ;

« Chapitre VII. – Le terme du contrat de travail », placé avant l'article 26 ;

« Chapitre VIII. – La formation professionnelle et la promotion de l'emploi », placé avant l'article 31 ;

« Chapitre IX. – Hygiène, sécurité et conditions de travail », placé avant l'article 34 ;

« Chapitre X. – Dispositions diverses », placé avant l'article 37.

Article 38

Les dispositions de l'annexe II relative au modèle de convention de stage sont supprimées.

L'annexe II reprend désormais pour information l'accord du 23 décembre 1981 sur la durée du travail en agriculture.

Article 39

Les dispositions de l'annexe III relative aux variations de la durée légale du travail sont remplacées par une nouvelle annexe III reprenant pour information un extrait de l'accord national du 18 juillet 2002 sur les saisonniers, sur diverses dispositions sur les contrats à durée déterminée et sur l'organisation de la gestion prévisionnelle de l'emploi en agriculture : article 1^{er}, article 2 et chapitre I^{er}.

Article 40

L'annexe IV reprend pour information l'accord régional du 8 juillet 2009 sur une prévoyance complémentaire en agriculture pour les salariés non cadres en région Bretagne.

Article 41

Le présent avenant entrera en vigueur au lendemain de la publication de son arrêté d'extension.

Article 42

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé à l'unité territoriale des Côtes-d'Armor de la DIRECCTE de Bretagne.

Fait à Saint-Brieuc, le 16 septembre 2011.

(Suivent les signatures.)